

REPORTAGE

REFUGIÉS AFGHANS

CHAPONOST RÉSISTE À BESSON

Nous sommes en 2010 après J.-C. Toute la Gaule est occupée par les sarkozystes. Toute ? Non ! Chaponost, petit village gaulois, résiste à la peur des étrangers entretenue par le gouvernement, et se mobilise pour accueillir des réfugiés afghans.

Accrochée au mur, une photo de groupe, au milieu de laquelle posent les cinq Afghans : « Ça, c'était juste après leur installation : pour qu'ils puissent rencontrer les gens du quartier, on avait aidé les Afghans à organiser un petit apéro avec leurs voisins », commente Chantal Guyot, conseillère municipale, en désignant la salle à manger de la maison prêtée par la mairie.

Depuis trois mois maintenant, la commune de Chaponost, située à une dizaine de kilomètres de Lyon, compte en effet cinq nouveaux résidents parmi ses 8 000 habitants. Des occupants atypiques, venus d'un pays en guerre, que la petite ville tente de protéger de la politique du chiffre menée par le ministère des Expulsions.

LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRÉS RECONDUITE AUX FRONTIÈRES MUNICIPALES

Le 22 septembre dernier, Ayoub, Mohammad, Khalil, Gul Quand et Naseri sont tous les cinq arrêtés à Calais. « Tôt dans la matinée, la police est arrivée, se rappelle Ayoub. On nous a divisés, menottés, puis entassés dans des bus. » Devant un Besson satisfait, et une centaine de journalistes venus assurer le plan com' du ministre, les bulldozers rasent « la jungle », et les réfugiés sont emmenés vers les centres de rétention.

« On savait que l'opération devait avoir lieu, et que les Afghans risquaient ensuite d'être relâchés pour procédure irrégulière », raconte Marion Gachet, déléguée de la Cimade en Rhône-Alpes. Pour éviter que les Afghans ne se retrouvent à la rue à leur sortie du centre, la Cimade contacte alors plusieurs municipalités, dont celle de Lyon, et leur demande si elles accepteraient d'accueillir les réfugiés. La plupart ne se donnent même pas la peine de répondre. Mais deux petites communes de périphérie acceptent, elles, de se mouiller : cinq Afghans sont accueillis à Chaponost, puis cinq autres à Saint-Fons, quelques jours plus tard.

« Bien sûr, au début, on a un peu hésité, explique Pierre Ménard, maire PS de Chaponost. Mais finalement, on a voulu manifester un geste de solidarité envers ces hommes qui sont réellement en danger dans leur pays. » La mairie dispose d'une maison inoccupée, dont elle est propriétaire. Elle convient alors de la prêter gracieusement à l'association pour le logement Aslim, afin que celle-ci engage un bail provisoire de sous-location avec les Afghans, pendant que la Fondation Abbé-Pierre se chargeait, de son côté, d'assurer les travaux nécessaires à l'habitation. Tout le réseau associatif se mobilise, les riverains mettent la main à la pâte, et en deux jours seulement la maison est meublée.

Le tout, sans même entrer dans l'illégalité, puisque les Afghans sont admis au séjour tant

que l'OFPPA n'a pas statué sur leur demande d'asile politique¹.

L'histoire de leur vie, les cinq Afghans ont déjà dû la rédiger sur papier à l'attention de l'OFPPA, la répéter mille fois devant la police, les traducteurs, les associations... Pourtant, c'est encore avec pudeur qu'ils acceptent de la livrer.

DÉLIT DE SOLIDARITÉ LÉGAL

Khalil, lui, a 24 ans. Fils d'un chef de groupe armé indépendantiste, il explique avoir dû laisser derrière lui sa femme, ainsi qu'un fils de huit mois : « À la mort de mon père, on m'a enjoint de reprendre le flambeau. Les talibans m'ont ordonné de commettre un attentat suicide, et j'ai refusé. Ils m'ont alors promis que, où que je me trouve, ils me tueraient. » Khalil décide alors de quitter le pays, passe par l'Iran, la Turquie, la Grèce, l'Italie, avant d'arriver au square Villemin, près de la gare de l'Est à Paris. « Je n'en revenais pas de voir les Afghans dormir dehors, sur des bancs... Alors j'ai voulu partir à Calais, pour tenter de rejoindre l'Angleterre, puisque on dit que là-bas les sans-papiers peuvent travailler. »

Calais, c'est également là où a atterri Ayoub, 34 ans, après deux ans de périple. Chauffeur-interprète pour une ONG italienne en Afghanistan, il habite alors une province partiellement contrôlée par les talibans, qui l'accusent de collaborer avec les Occidentaux, avant de le menacer de mort. Ayoub se résout donc à vendre le terrain familial, afin de se payer les services d'un passeur, nécessaire à sa fuite : « C'était très dur... J'ai traversé des frontières à pied, sans eau ni nourriture, j'ai été emprisonné, et j'ai vu des gens mourir dans le bateau qui nous conduisait de la Turquie à la Grèce... »

Aujourd'hui, aucun de ces exilés ne peut plus envisager de repartir en Afghanistan. Ils ont tous les cinq demandé le statut de réfugié

politique, et seront convoqués par l'OFPPA à la fin du mois de janvier. Là, les autorités françaises décideront si elles leur accordent, ou non, le statut. « Si on nous en offre la possibilité, notre souhait serait de nous installer à Chaponost ou dans la région, assure Ayoub. Les gens nous ont tellement offert ici... » Mais les charters du 21 octobre puis du 15 décembre, dans lesquels Besson a renvoyé des réfugiés en Afghanistan, ne sont pas faits pour les rassurer. « Je ne comprends pas !, s'exclame Ayoub. Votre gouvernement a des soldats en Afghanistan, il est bien placé pour savoir que c'est la guerre là-bas, non ? »

LA RÉSISTANCE À PORTÉE DE MAIRE

En attendant une réponse de Paris, les cinq colocataires de Chaponost apprennent le français, grâce aux cours que leur dispensent des riverains bénévoles, trois fois par semaine. « Légèrement, la France a l'obligation d'assurer l'accueil des demandeurs d'asile dans des conditions décentes, rappelle le maire de Chaponost. Et si aujourd'hui on se retrouve, nous, bénévoles associatifs ou élus locaux, à devoir prendre le relais, c'est parce que l'État, lui, s'est délaissé. »

Tandis que s'installe la campagne pour les élections régionales de mars 2010, les prétendants aux régionales devraient pourtant en profiter : alors que, le week-end dernier, les associations manifestaient à Paris pour trouver un logement d'urgence à une soixantaine d'Afghans sans abri, quelle meilleure occasion pour prouver aux électeurs que, même à petite échelle, une politique anti-Besson peut s'organiser ?

Marine Chanel

1. En 2008, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides a reçu près de 43 000 demandes d'asile. Environ 30 % de ses réponses sont positives.



CHAPONOST, le seul village où les clandestins font recharger leurs portables sans crainte



LA CIMADE REFOULÉE DES CENTRES DE RÉTENTION

« Là, on termine d'emballer les cartons... » Lorsque Mehdi Kara répond au bureau de la Cimade à Lyon, l'association est en plein déménagement.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la réforme visant à mettre en concurrence les associations d'aide aux étrangers dans les centres de rétention administrative (CRA), engagée par le gouvernement en août 2008, est en effet entrée en vigueur. Alors, comme 13 autres CRA en France, celui de Saint-Exupéry, à Lyon, ferme aujourd'hui ses portes à l'association.

Jusqu'à maintenant et depuis un quart de siècle, la Cimade était présente dans chacun des 24 CRA que compte l'Hexagone. Depuis, Forum réfugiés, France Terre d'Asile, l'Assthan, ou encore l'Ordre de Malte, la remplaçant dans la moitié des structures. « Le problème, explique Mehdi Kara, c'est qu'il va désormais être très compliqué de porter une parole nationale concernant les centres de rétention. »

Difficile d'incarner un centre-pouvoir efficace, d'alerter l'opinion publique sur les pratiques administratives et les drames humains observés dans ces lieux d'enfermement, lorsque la collecte des chiffres et des témoignages se retrouve fractionnée entre différentes associations qui, de surcroît, ne s'entendent pas toujours bien... L'hyperprésident ne se laisse décidément pas de la stratégie du « diviser pour mieux régner ».

M. C.